

Wendell Berry

penser et agir  
à l'échelle  
du vivant

*"le souffle de l'esprit"*  
**ACTES SUD**



## “LE SOUFFLE DE L'ESPRIT”

*collection dirigée  
par Christian Dumais-Lvovski*

La collection “Le Souffle de l'esprit” se veut le reflet d'une ouverture des uns aux autres, à travers la prière, la réflexion, la méditation. Nous avons demandé à des personnalités religieuses ou laïques, croyantes, athées ou agnostiques, de nous faire part de leurs “prières”, qu'elles soient une invocation à Dieu ou une réflexion de sagesse sur l'humain et son devenir.

## DU MÊME AUTEUR

*NUL LIEU N'EST MEILLEUR QUE LE MONDE*, Arfuyen, 2018.

*LA SANTÉ DE LA TERRE : ESSAIS AGRARIENS*, Wildproject Éditions, 2018.

*LE GRAND DÉMANTÈLEMENT : AGRICULTURE ET CULTURE*, R & N, 2021.

© Wendell Berry, 2017

Publié avec l'accord de Counterpoint Press  
agissant en conjonction avec 2 Seas Literary Agency

© ACTES SUD, 2022  
pour la traduction française  
ISBN 978-2-330-16299-3

WENDELL BERRY

Penser et agir  
à l'échelle  
du vivant

Choix de textes et traduction  
de l'anglais (États-Unis)  
par Alain Sainte-Marie

*ACTES SUD*



## LA NATURE COMME MESURE (1989)

Je vis dans une partie du pays qui, autrefois, eût pu ravir les yeux d'un bon fermier. Lorsque j'en pris initialement conscience, dans les années 1940, les meilleures terres, tout du moins, étaient cultivées avec soin. Les fermes étaient, pour la plupart, de petite dimension et extrêmement diversifiées, produisant du bétail, des moutons, des porcs, du tabac, du maïs et des petites céréales. La quasi-totalité des fermiers possédaient quelques vaches laitières pour leur propre consommation et pour la vente de lait et de crème au marché. Presque toutes ces familles entretenaient un potager, élevaient des volailles et engraisaient leurs propres porcs destinés à l'abattage. Existait également un vaste "réseau de soutien" en lien avec l'agriculture : chaque commune rurale avait ses forges, ses ateliers de réparation pour les harnachements et les outils, ainsi que ses commerces d'équipements et de fournitures agricoles.

De nos jours, la campagne est exploitée sans soin, et la traverser en voiture est devenu attristant. Il reste encore quelques petits fermiers dignes de ce nom, et leurs fermes se détachent comme des bijoux dans le paysage. Mais ils sont rares et de moins en moins nombreux chaque année. Les bâtiments et autres structures datant de l'ancienne manière de cultiver tombent partout en ruine ou ont déjà complètement disparu. La production des campagnes est de plus en plus spécialisée. Les petites exploitations laitières ont périclité, la majorité des troupeaux de moutons s'est volatilisée, ainsi que la grande majorité des initiatives de l'économie domestique d'antan. L'élevage régresse au profit des cultures de rente. Avec l'arrivée de celles-ci, c'est le bocage et le bétail qui disparaissent ; dès lors, l'érosion progresse et les champs sont envahis de mauvaises herbes.

Le déclin et l'érosion des terres arables entraînent ceux des populations rurales. En plus d'être bien moins nombreux qu'il y a quarante ans, les fermiers qui demeurent ne cultivent pas avec autant de doigté qu'autrefois. À leur mort, les vieux n'ont pas été remplacés ; devenus adultes, les jeunes quittent l'agriculture ou partent vivre ailleurs. Et tandis que la détérioration des terres



et des gens gagne du terrain, le réseau de soutien subit le même sort. Les bourgs ruraux ne sont plus aussi florissants, tant s'en faut. Les propriétaires de petits commerces jettent l'éponge ou meurent sans avoir trouvé de successeurs. À son tour, le déclin du commerce agricole entraîne le retrait des concessionnaires de matériel. Les fermiers qui n'ont pas disparu sont obligés de parcourir des distances de plus en plus considérables pour accéder à l'outillage, aux pièces détachées et aux ateliers de réparations.

Au vu de ce qu'est devenue la campagne aujourd'hui, la conclusion s'impose qu'il n'y a pas assez de gens qui vivent sur ces terres-là pour les cultiver correctement et leur apporter tout le soin requis. Autre conclusion, plus inquiétante encore : les personnes dotées des connaissances suffisantes pour constater, après examen, que la campagne n'est pas bien entretenue ne sont pas légion, et ce malgré les stigmates partout visibles de notre entreprise d'autodestruction.

Et voici que soudain il est question, dans cette campagne en dégénérescence, d'augmenter de 24 % les quotas de production du tabac Burley ; simultanément, les planteurs sont contraints par les industriels à réduire leur utilisation de

produits chimiques. Tous ceux que j'ai interrogés sont dubitatifs quant à notre capacité à répondre à la demande accrue – tant du point de vue de la quantité que de la qualité –, faute de cultivateurs en assez grand nombre ; ils doutent également que nous disposions encore de granges en nombre suffisant pour recevoir les fruits de cette augmentation de la production. En d'autres termes, l'explosion de la demande se heurte à la descente en flèche de la civilisation qui serait à même d'y répondre. Nul ne saurait se montrer optimiste quant aux résultats.

Le tabac, je le sais, n'est pas une denrée, mais il provient des mêmes ressources que constituent le terroir et les hommes ; or ce dilemme naissant lié au tabac annonce à coup sûr un dilemme similaire en lien avec la production de nourriture. Si les conditions actuelles perdurent, nous devons nous attendre à ce qu'en chaque secteur de notre économie alimentaire l'explosion de la demande (aux plans quantitatif et qualitatif) se heurte au déclin de la culture humaine capable d'y faire face. Le fait est que nous avons pratiquement détruit l'agriculture américaine et, dans la foulée, notre pays.

Comment cela est-il arrivé ? C'est arrivé à cause de la mise en application d'un critère par trop

simpliste. Depuis des années, en tant que nation, nous exigeons de nos terres et de nos agriculteurs qu'ils ne fassent que produire. Nous avons cru que cet unique critère économique était non seulement la garantie d'un bon rendement, mais également l'assurance du bien-fondé et de la rectitude des buts que nous poursuivons. Nous avons adhéré inconditionnellement à la ligne des économistes, selon qui la concurrence et l'innovation viennent à bout de tous les problèmes, tandis que par une habile manœuvre nous contournons la réalité biologique et la condition humaine.

La concurrence et l'innovation ont effectivement résolu, pour l'instant, le problème de la production. Mais la solution s'est révélée déraisonnable, inconsidérée et bien trop coûteuse. Nous avons gagné, pour notre plus grand malheur, la bataille contre nos propres terres et notre propre peuple. À présent, tout ce que nous pouvons nous targuer d'avoir obtenu par cette "victoire" est un excédent alimentaire. Mais cet excédent est au prix de la détérioration des ressources qui l'ont vu naître. Cela n'a pas empêché les défenseurs de notre présent système économique de s'en servir afin de masquer les dommages causés par la production. La nourriture est manifestement le

produit économique le plus important, excepté en cas d'excédent. En période d'excédent, si l'on en croit les hypothèses économiques en vigueur, la nourriture est le produit qui importe le *moins*. L'excédent passe auprès des consommateurs comme étant la preuve qu'ils n'ont pas d'inquiétude à avoir, qu'il n'y a pas de problème, que les hypothèses économiques en vigueur font foi.

Il reste que nos hypothèses économiques actuelles sont un échec en agriculture, et ceux qui ont des yeux pour voir en ont la preuve partout, dans les villes comme dans les campagnes. Cette extraordinaire exigence de rendement est incapable de prendre en compte l'importance des ressources de production naturelles et humaines. Bien sûr, l'agriculture se doit d'être productive ; c'est là une nécessité aussi impérieuse qu'évidente. Mais si impérieuse soit-elle, elle n'est pas la principale ; deux autres nécessités sont pareillement importantes et impérieuses. La première veut que l'agriculture, pour demeurer productive, doive préserver les terres, ainsi que la fertilité et la santé écologique des sols. C'est-à-dire que les terres doivent être utilisées à *bon escient*. La seconde, qui découle de la première, est que les personnes qui travaillent la terre doivent la connaître parfaitement, qu'elles

doivent être vivement incitées à la bien travailler, disposer des connaissances, du temps et des moyens indispensables à cela. Aucun événement survenu au cours de la révolution agricole des cinquante dernières années n'a réfuté ni invalidé ces nécessités-là, même si la marche des choses s'est ingéninée à ne pas en tenir compte ou à les braver.

Ainsi, au regard de la nécessité qu'ont les terres cultivées et les agriculteurs à s'épanouir en produisant, il apparaît que le critère unique de rendement est un fiasco.

Dès lors, il nous faut apprendre à substituer à ce critère un autre critère plus englobant : celui de la nature. L'effort tendant en ce sens n'est pas chose nouvelle. Ses premiers instigateurs au xx<sup>e</sup> siècle furent Liberty Hyde Bailey, du Cornell University College of Agriculture, Franklin Hiram King, du College of Agriculture de l'université du Wisconsin et du ministère américain de l'Agriculture, le professeur de géographie économique de l'université de Columbia Joseph Russell Smith, le chercheur agronome britannique Sir Albert Howard, etc. Et l'effort se poursuit à notre époque grâce au travail de scientifiques tels que John Todd, Wes Jackson et d'autres encore. Le critère de la nature n'est pas aussi simple

et accommodant que celui de rendement. Le concept de “nature” est moins défini et figé que les poids et mesures de la productivité. Néanmoins, nous savons ce que cela signifie lorsque nous affirmons que les premiers colons, en quelque lieu de l’Amérique que ce soit, estimaient le potentiel agricole d’une terre à “sa nature”, c’est-à-dire à la profondeur et à la qualité de son sol, aux genre et caractère des plantes autochtones, et ainsi de suite. Et le message est également clair lorsque, bien trop souvent, il nous faut admettre que, par la suite, nous n’avons fait aucun cas de la nature des terres que nous cultivions. En renouant avec “la nature du lieu” comme critère, nous prenons acte des limites imposées de toute nécessité à nos projets. L’agriculture n’est possible que dans la nature. Par conséquent, si la nature ne peut s’épanouir, l’agriculture ne peut être florissante. Mais nous savons également que la nature nous englobe. La nature n’est pas un domaine auquel on accède depuis une position sûre qui lui serait extérieure. Nous sommes en elle et ne cessons d’en faire partie tandis que nous en faisons usage. Si elle ne prospère pas, nous ne pouvons prospérer. La mesure convenable de l’agriculture sera, par conséquent, fixée par la santé de

l'environnement et par notre propre santé, deux facteurs qui n'en font inéluctablement qu'un.

Mais l'unicité de cet étalon est fort différente de l'exclusivisme du critère de rendement sur lequel nous nous sommes réglés jusque-là, car elle est infiniment plus complexe. L'une de ses préoccupations, qui est aussi l'une des inévitables unités de mesure naturelles, est bien la productivité ; mais à cela, elle ajoute le souci de la santé de toutes les créatures dépendantes d'un milieu donné, depuis celles qui vivent dans le sol et l'eau jusqu'aux humains et autres animaux qui peuplent la surface de la terre et aux oiseaux du ciel. Le recours à la nature comme mesure suggère une réconciliation entre nous-mêmes et notre monde, entre économie et écologie, entre le domestique et le sauvage. Il inaugure par ailleurs la reconnaissance lucide et prudente de l'interdépendance qui nous unit à la nature, interdépendance qui a toujours existé et, si nous voulons continuer à vivre, ne doit jamais être rompue.

L'agro-industrie, qui repose sur le critère unique de rendement, s'adresse à la nature, y compris à la nature humaine, sur le ton du monologue ou de l'orateur. Elle n'a posé aucune question et n'a attendu aucune réponse. Elle a dicté à la nature ses

desiderata et, par divers moyens astucieux, a pris ce qu'elle voulait. Et dans la mesure où elle n'assigne aucune limite à ses désirs, l'épuisement est sa conséquence inévitable et prévisible. Ce procédé relève manifestement d'une forme de comportement dictatorial ou totalitaire. L'agro-industrie se révèle tout aussi totalitaire par l'utilisation qu'elle fait des personnes que par l'utilisation qu'elle fait de la nature. Les rapports qu'elle entretient avec les humains et les autres créatures deviennent de plus en plus abstraits ; de même que son économie, son autorité et son pouvoir deviennent de plus en plus centralisés.

À l'inverse, une agriculture pratiquant le recours à la nature – y compris à la nature humaine – comme mesure aborderait le monde sur le ton de la conversation. Elle n'imposerait pas sa vision et ses exigences à un monde conçu comme réserve de matières premières, inerte et indifférent à l'usage que l'on en fait. Elle ne viserait pas directement et à brève échéance à un état de choses supposément idéal. En revanche, elle tendrait effectivement, d'emblée et à brève échéance, à réfléchir sérieusement à notre condition et à notre situation délicate. Dans chaque ferme, les fermiers se mettraient, de manière responsable, en quête



de savoir sur quoi ils posent leurs pieds et entreprendraient de “consulter le génie du lieu”. Ils se demanderaient ce que la nature y ferait s’il n’y avait personne pour le cultiver. Ils s’enquerraient de ce que la nature leur permet de faire en ce lieu et de ce qu’il est loisible de cultiver de manière à lui causer le moins de dommages possibles, ainsi qu’à leurs voisins naturels et humains. Ils se demanderaient également quels types de cultures recevraient en ce lieu l’aide de la nature. Et au terme de chaque questionnement, sachant que la nature ne manquerait pas d’y répondre, ils écouterait attentivement sa réponse. L’usage du lieu changerait nécessairement, et sa réaction à l’usage qui en est fait changerait de toute nécessité l’utilisateur lui-même. La conversation revêtirait ainsi une sorte d’existence autonome, où le lieu et ses habitants seraient liés, changeant et se développant au plus haut point, sans qu’un accomplissement final ne leur soit assignable ou ne soit même prévisible.

L’agriculture ainsi conçue, même si elle a assurément le désir pour moteur, n’est pas visionnaire au sens politique ou utopique du terme. Dans une conversation, une réponse est toujours attendue. Et si l’on a du respect pour l’interlocuteur, pour l’*altérité* de celui ou celle avec qui l’on converse,

il devient concevable qu'il ne faille pas s'attendre à recevoir systématiquement la réponse anticipée ou celle qui plaît. Une conversation est irréductiblement bilatérale et conserve toujours une part de mystère. Une conversation réclame de la foi.

Cela fait déjà un bon bout de temps que nous pensons nous acheminer vers une sorte de paradis industriel, vers quelque Éden entièrement conçu et réalisé par l'ingéniosité humaine. Et nous nous sommes crus autorisés à user et abuser de la nature dans le but de promouvoir cette entreprise. À présent, nous sommes face à la preuve irréfutable que nous ne sommes pas assez malins pour reconquérir le paradis par une prise d'assaut et que la nature ne tolère ni n'excuse nos mauvais traitements. Si, malgré les preuves accumulées contre nous, il nous est difficile de renoncer à notre vieille ambition, nous voyons par ailleurs chaque jour avec plus de netteté que cette ambition nous a diminués et asservis. Nous observons la manière dont toute chose – le monde entier – est diminuée par l'idée que toute la création se meut ou a l'obligation de se mouvoir vers une finalité imaginée par un cerveau humain. Se libérer de cette finalité et de cette ambition-là serait un acte merveilleux et inestimable. Une fois libérés, nous pourrions mener